

Avenir de Francazal

Il est temps de réagir

De fortes pressions s'exercent pour transformer Francazal en aéroport civil.

Francazal deviendrait l'aéroport de l'aviation d'affaires, des avions de la météo, des hélicoptères de la gendarmerie et de l'Armée, des charters des compagnies *low cost*, du fret de jour et de nuit, des transports de troupes de l'Armée, des écoles de pilotage de l'aviation de loisirs.

Pour les habitants de tout le secteur sud-ouest de l'agglomération toulousaine, ce projet créerait des nuisances intolérables, *sans aucune commune mesure avec celles qu'occasionnait l'aérodrome militaire.*

La population, qui n'est pas consultée, doit faire entendre sa voix et empêcher les élus de se laisser imposer une solution inacceptable.

Le Collectif Francazal organise un rassemblement afin de convaincre le Président de la Communauté Urbaine et Maire de Toulouse, Pierre Cohen, d'opter **POUR** la seule solution acceptable : un aménagement urbain de qualité, bien desservi par des moyens de transports efficaces, comprenant de l'habitat diversifié et de l'activité économique à parts égales, des espaces verts et des équipements collectifs.

Samedi 28 novembre à 10h30

RASSEMBLEMENT PLACE DU CAPITOLE

Devant l'entrée du théâtre (côté parking)

Tous ensemble

Disons NON à un aéroport civil sur Francazal

Si vous n'avez pas encore adhéré au Collectif, remplissez le bulletin ci-dessous et envoyez-le à l'adresse indiquée, accompagné de votre cotisation

Collectif Francazal

22 rue des Bleuets
31270 CUGNAUX

Site : collectif-francazal.org

Mail :

collectif-francazal@laposte.net

Tél. : 05 61 92 26 86

Bulletin d'adhésion au Collectif Francazal

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Email :

Téléphone :

Ma cotisation (3€ au minimum par personne) €

Date :

Signature :

Francazal : une reconversion dangereuse pour la population

Le sort de Francazal est entre les mains d'un comité présidé par le Préfet, auquel participent des représentants de différents services de l'Etat et les élus locaux.

Dans ce comité, qui a refusé d'accueillir les associations représentant la population, la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) et la Communauté Urbaine du Grand Toulouse (CUGT) ont un rôle prépondérant.

Deux études sont en cours.

La première, pilotée par la DGAC, a livré ses premières conclusions le 30 octobre : selon celles-ci, il serait possible de développer un aéroport civil et des activités industrielles connexes sur la plateforme de la base de Francazal

La deuxième, un projet d'aménagement confié à l'Agence Devillers, n'a fait l'objet d'aucune communication, mais doit être achevée vers la fin de l'année.

Le choix entre les deux options n'est pas encore arrêté, mais la **décision définitive est imminente** et pourrait être prise lors de la prochaine réunion du comité, qui aura lieu le 17 décembre.

Il est urgent que la population se fasse entendre.

Rien n'est formellement décidé, mais **la DGAC**, appuyée par certains élus et soutenue par le Préfet, **fait pression pour faire triompher la solution aéroportuaire**.

Pour tenter de la faire accepter, elle en présente une version minimaliste. Mais en réalité, tout le monde sait que pour rentabiliser la piste et les installations aéroportuaires, il faudra accueillir tout ce dont on ne veut pas ailleurs : **les charters des compagnies low cost, le fret de jour et de nuit, l'aviation de loisirs, les avions de transport de troupes**.

C'est cette menace qu'il faut combattre, sans se laisser endormir par les dénégations officielles. N'a-t-on pas entendu, dans un passé récent, des élus affirmer qu'ils n'accepteraient ni fret ni aviation d'affaires ?

Il faut convaincre les décideurs qu'ils ne doivent pas céder aux pressions des partisans de la solution aéroportuaire, car ce serait une ineptie de relancer une activité aéronautique en milieu fortement urbanisé et il serait irresponsable de soumettre une population de 30000 habitants à des nuisances insupportables.

Pour le Collectif Francazal, la seule solution acceptable est un aménagement urbain maîtrisé, de grande qualité environnementale, bien desservi par des voies de communication et des transports efficaces (métro ou tramway), comprenant de l'habitat diversifié, de l'activité économique, des espaces verts et des équipements collectifs.

Nous appelons tous les habitants du secteur sud ouest de l'agglomération toulousaine à se rassembler le 28 novembre place du Capitole pour donner ce message au Président de la Communauté Urbaine, qui aura un rôle prépondérant dans le choix final.